

CIRCULAIRE

Classement : Comptabilité des matières
Numéro : 498 MDBISGIDGDP/3/MM.L
Date : 21 Juillet 1997
Origine : Ministère Chargé de la Décentralisation et du Budget
Utilisateurs : Tous Ministères, Institutions – Faritany - Fivondronam-pokontany - Etablissement Publics
Circulaire abrogés : Néant
Objet : Amélioration de gestion de matières
Référence: Circulaire n° 460 MFBISG/DGD/SPMA du 5 Avril 1994

En dépit des prescriptions de ma circulaire rappelée en référence sur l'obligation de la réédition annuelle des comptes matières par les ordonnateurs en matières et les comptables, peu de services ont adressé leurs comptes matières aux fins d'approbation au Ministère chargé du Budget (Direction de la Logistique pour le Budget Général de l'Etat et Direction du Budget pour les Etablissements Publics)

Etant donné l'importance primordiale que chaque Département doit chacun en ce qui le concerne attacher à la conservation et à la sauvegarde du patrimoine matériel de l'Etat., je confirme les prescriptions du circulaire n° 460 MFB/SG/DGD/3/SBMA du 5 Avril 1994, dont je vous adresse de nouveau un exemplaire pour stricte observance par les services placés sous vos ordres.

Par ailleurs, afin d'obtenir la pleine adhésion de tous les services gestionnaires de crédit à l'exécution de ces prescriptions, les mesures suivantes seront prises :

- a. Tout achat de matériel et de mobiliers sur toutes les rubriques budgétaires de fonctionnement ou d'investissement sera conditionnées par l'approbation préalable du compte matières de l'anté-pénultième année pendant l'année en cours, c'est à dire de l'année (N-2).
- b. Aucun titre d'engagement se rapportant à l'acquisition des équipements de bien matériel ou mobilier ne pourra être désormais délivré par le Contrôle des Dépenses Engagées. s'il n'a pas été produit à l'appui de la demande d'engagement s'y rapportant, le quitus d'approbation du compte matières cités en a).
- c. En cas de dissolution d'un service titulaire de compte matières soit par suite de changement de structure ou d'organisation, soit par suite de fusion avec un autre service, l'ordonnateur en matière sortant doit impérativement arrêter son compte à zéro, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur et m'adresser le compte matières aux fins d'approbation. L'ordonnateur en matière entrant devra en tout état de cause et impérativement avant l'année en cours, établir la réédition de son compte. J'attacherai du prix au strict respect des prescriptions de la présente circulaire.

Le Vice Premier Ministre chargé de la Décentralisation et du Budget